COMMISSION

DÉCISION DE LA COMMISSION du 23 décembre 2003

modifiant la décision 97/296/CE établissant la liste des pays tiers en provenance desquels l'importation des produits de la pêche est autorisée pour l'alimentation humaine, en ce qui concerne la Guyane, le Kenya, la Serbie-et-Monténégro et l'Égypte

[notifiée sous le numéro C(2003) 5007]

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2004/36/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la décision 95/408/CE du Conseil du 22 juin 1995 concernant les modalités d'établissement pour une période transitoire de listes provisoires des établissements de pays tiers dont les États membres sont autorisés à importer certains produits d'origine animale, produits de la pêche et mollusques bivalves vivants ⁽¹⁾, et notamment son article 2, paragraphes 2 et 3,

considérant ce qui suit:

(1) La décision 97/296/CE de la Commission du 22 avril 1997 établissant la liste des pays tiers en provenance desquels l'importation des produits de la pêche est autorisée pour l'alimentation humaine ⁽²⁾ établit la liste des pays et territoires en provenance desquels l'importation de produits de la pêche est autorisée pour l'alimentation humaine. La partie I de l'annexe de cette décision contient la liste des pays et territoires faisant l'objet d'une décision spécifique adoptée en vertu de la directive 91/493/CEE du Conseil du 22 juillet 1991 fixant les règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché des produits de la pêche ⁽³⁾, et la partie II de cette annexe contient la liste des pays et territoires répondant aux conditions de l'article 2, paragraphe 2, de la décision 95/408/CE.

- (2) Les décisions 2004/40/CE ⁽⁴⁾, 2004/39/CE ⁽⁵⁾, 2004/37/CE ⁽⁶⁾ et 2004/38/CE ⁽⁷⁾ de la Commission fixent les conditions particulières d'importation des produits de la pêche en provenance respectivement de la Guyane, du Kenya, de la Serbie-et-Monténégro et d'Égypte. Il convient donc d'ajouter ces pays à la liste figurant dans la partie I de l'annexe de la décision 97/296/CE.
- (3) Il convient donc de modifier la décision 97/296/CE en conséquence.
- (4) Il importe que la présente décision entre en vigueur à la même date que les décisions 2004/40/CE et 2004/38/CE, en ce qui concerne l'importation de produits de la pêche en provenance de la Guyane et de l'Égypte.
- (5) En ce qui concerne l'importation de produits de la pêche en provenance du Kenya et de la Serbie-et-Monténégro, il importe que la présente décision entre en vigueur à la même date que les décisions 2004/39/CE et 2004/37/CE.
- (6) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

L'annexe de la décision 97/296/CE est remplacée par l'annexe de la présente décision.

⁽¹⁾ JO L 243 du 11.10.1995, p. 17. Décision modifiée en dernier lieu par le règlement (CE) n° 806/2003 (JO L 122 du 16.5.2003, p. 1).

⁽²⁾ JO L 122 du 14.5.1997, p. 21. Décision modifiée en dernier lieu par la décision 2003/764/CE (JO L 273 du 24.10.2003, p. 43).

⁽³⁾ JO L 268 du 24.9.1991, p. 15. Directive modifiée en dernier lieu par le règlement (CE) n° 806/2003.

⁽⁴⁾ Voir page 27 du présent Journal officiel.

⁽⁵⁾ Voir page 22 du présent Journal officiel.

⁽⁶⁾ Voir page 12 du présent Journal officiel.

⁽⁷⁾ Voir page 17 du présent Journal officiel.

Article 2

La présente décision s'applique à compter du 28 février 2004, en ce qui concerne l'importation de produits de la pêche en provenance du Kenya et de la Serbie-et-Monténégro.

La présente décision s'applique à compter du 17 janvier 2004, en ce qui concerne l'importation de produits de la pêche en provenance de la Guyane et d'Égypte.

Article 3

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 23 décembre 2003.

Par la Commission
David BYRNE
Membre de la Commission

ANNEXE

Liste des pays et territoires en provenance desquels l'importation de produits de la pêche, sous quelque forme que ce soit, destinés à l'alimentation humaine, est autorisée

I. Pays et territoires faisant l'objet d'une décision spécifique sur la base de la directive 91/493/CEE du Conseil

AE — ÉMIRATS ARABES UNIS	LV — LETTONIE
AL — ALBANIE	MA — MAROC
AN — ANTILLES NÉERLANDAISES	MG — MADAGASCAR
AR — ARGENTINE	MR — MAURITANIE
AU — AUSTRALIE	MU — MAURICE
BD — BANGLADESH	MV — MALDIVES
BG — BULGARIE	MX — MEXIQUE
BR — BRÉSIL	MY — MALAISIE
BZ — BELIZE	MZ — MOZAMBIQUE
CA — CANADA	NA — NAMIBIE
CH — SUISSE	NC — NOUVELLE-CALÉDONIE
CI — CÔTE D'IVOIRE	NG — NIGERIA
CL — CHILI	NI — NICARAGUA
CN — CHINE	NZ — NOUVELLE-ZÉLANDE
CO — COLOMBIE	OM — OMAN
CR — COSTA RICA	PA — PANAMA
CS — SERBIE-ET-MONTÉNÉGRO ⁽¹⁾	PE — PÉROU
CU — CUBA	PG — PAPOUASIE - NOUVELLE-GUINÉE
CV — CAP VERT	PH — PHILIPPINES
CZ — RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	PF — POLYNÉSIE FRANÇAISE
EC — ÉQUATEUR	PM — SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON
EE — ESTONIE	PK — PAKISTAN
EG — ÉGYPTÉ	PL — POLOGNE
FK — ÎLES FALKLAND	RU — RUSSIE
GA — GABON	SC — SEYCHELLES
GH — GHANA	SG — SINGAPOUR
GL — GROENLAND	SI — SLOVÉNIE
GM — GAMBIE	SK — SLOVAQUIE
GN — GUINÉE	SN — SÉNÉGAL
GT — GUATEMALA	SR — SURINAME
GY — GUYANE	TH — THAÏLANDE
HN — HONDURAS	TN — TUNISIE
HR — CROATIE	TR — TURQUIE
ID — INDONÉSIE	TW — TAÏWAN
IN — INDE	TZ — TANZANIE
IR — IRAN	UG — OUGANDA
JM — JAMAÏQUE	UY — URUGUAY
JP — JAPON	VE — VENEZUELA
KE — KENYA	VN — VIÊT NAM
KR — CORÉE DU SUD	YE — YÉMEN
KZ — KAZAKHSTAN	YT — MAYOTTE
LK — SRI LANKA	ZA — AFRIQUE DU SUD
LT — LITUANIE	

⁽¹⁾ Sans le Kosovo, tel qu'il est défini par la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies.

II. Pays et territoires répondant aux conditions de l'article 2, paragraphe 2, de la décision 95/408/CE

AM — ARMÉNIE ⁽²⁾	GD — GRENADÉ
AO — ANGOLA	HK — HONG KONG
AG — ANTIGUA-ET-BARBUDA ⁽³⁾	HU — HONGRIE ⁽⁶⁾
AZ — AZERBAÏDJAN ⁽⁴⁾	IL — ISRAËL
BJ — BÉNIN	MM — MYANMAR
BS — BAHAMAS	MT — MALTE
BY — BELARUS	RO — ROUMANIE
CG — RÉPUBLIQUE DU CONGO ⁽⁵⁾	SB — ÎLES SALOMON
CM — CAMEROUN	SH — SAINTE-HÉLÈNE
CY — CHYPRE	SV — EL SALVADOR
DZ — ALGÉRIE	TG — TOGO
ER — ÉRYTHRÉE	US — ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
FJ — FIDJI	ZW — ZIMBABWE.

⁽²⁾ Uniquement pour les importations d'écrevisses (*Astacus leptodactylus*) vivantes destinées à la consommation humaine directe.

⁽³⁾ Uniquement pour les importations de poissons frais.

⁽⁴⁾ Uniquement pour les importations de caviar.

⁽⁵⁾ Uniquement pour les importations de produits de la pêche capturés, congelés et emballés définitivement en mer.

⁽⁶⁾ Uniquement pour les importations d'animaux vivants destinés à la consommation humaine directe.